



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE TRAVAUX**

---

**Travaux de serrurerie sur des ouvrages de canaux ou  
de rivière navigables - Territoire de la DTCB**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

1 chemin Jacques-de-Baerze

CS 36229

21062 DIJON Cedex

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition de la consultation .....	4
1.3 - Type d'accords-cadres .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires .....	5
1.6 - Développement durable et insertion sociale.....	5
2 - Pièces contractuelles .....	6
3 - Intervenants .....	6
3.1 - Conduite d'opération.....	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	6
3.3 - Cotraitance .....	6
3.4 - Sous-traitance .....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
5 - Protection des données à caractère personnel .....	7
6 - Durée et délais d'exécution.....	8
6.1 - Durée des contrats .....	8
7 - Prix.....	10
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	10
8 - Garanties Financières.....	10
9 - Avance.....	11
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	11
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	11
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	11
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
10.3 - Délai global de paiement .....	12
10.4 - Paiement des cotraitants.....	12
10.5 - Paiement des sous-traitants .....	13
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	13
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	13
11.2 - Implantation des ouvrages.....	14
11.3 - Préparation et coordination des travaux .....	14
11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	14
11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	14
11.3.3 - Registre de chantier .....	14
11.4 - Etudes d'exécution .....	14
11.5 - Installation et organisation du chantier .....	15
11.5.1 - Installation de chantier .....	15
11.5.2 - Signalisation de chantier .....	15
11.5.3 - Application de réglementations spécifiques.....	15
11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	15
11.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	15
11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	16
13 - Réception .....	16
13.1 - Réception des travaux.....	16
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	16
14 - Garantie des prestations.....	16
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	17

16 - Pénalités .....	17
16.1 - Pénalités de retard .....	17
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	17
16.3 - Autres pénalités spécifiques.....	17
17 - Assurances .....	18
18 - Résiliation du contrat.....	18
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	18
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	19
19 - Règlement des litiges et langues .....	19
20 - Disposition applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés .....	19
21 - Dérogations .....	19

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) porte sur l'opération suivante :

**Accords-cadres de travaux de serrurerie sur des ouvrages de canaux ou de rivière navigables  
de la DTCB - 8 lots**

Le présent CCAP fixe les conditions d'exécution des prestations, qui seront exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Lieu(x) d'exécution :

Territoire de la Direction territoriale Centre Bourgogne.

**Le maître d'ouvrage confie au titulaire, pendant toute la durée du contrat, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant les commandes au fur et à mesure des besoins, à l'exception des interventions pouvant être intégrées dans le cadre d'opérations spécifiques.**

## 1.2 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 8 lot(s) géographique(s) :

Lot(s)	Désignation
01	UTI Bourgogne, Sud, CEMI Ouche et Auxois
02	UTI Bourgogne, Nord, CEMI Armançon
03	UTI Nivernais-Yonne, Sud, CEMI Nièvre et CEMI Auxerre-amont
04	UTI Nivernais-Yonne, Nord, CEMI Auxerre-Aval et CEMI Confluence
05	UTI Saône Loire, CEMI de Montceau et mission Seille
06	UTI Saône Loire, CEMI de Digoïn
07	UTI Val de Loire Seine, CEMI Briare et CEMI Nemours
08	UTI Val de Loire Seine, CEMI Saint Satur et CEMI Decize

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accords-cadres

Les accords-cadres sans minimum et avec maximum sont passés en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Ils donneront lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG TVX, les bons de commande (*et tous autres actes d'exécution intervenant dans le cadre de l'accord-cadre*) seront notifiés par le pouvoir adjudicateur via le profil acheteur **UNIQUEMENT**.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des travaux à réaliser ;
- les délais d'exécution ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

L'émission des bons de commande issus de l'accord-cadre ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de ce dernier. L'exécution des bons de commande pourra quant à elle se prolonger au-delà du délai maximal de l'accord-cadre, sans toutefois méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

**La DIMOA bénéficie sur cet accord cadre d'un droit de tirage. Elle pourra donc émettre également des bons de commande, signés par le Directeur de la DIMOA ou son représentant ayant délégation.**

### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

### **1.6 - Développement durable et insertion sociale**

#### **- Développement durable**

Signataire de la charte de Développement durable des Etablissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives.

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans les pièces du marché (*CCTP et annexes techniques*). Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

#### **- Insertion sociale**

Sans objet.

### **1.7 - Modifications du contrat**

En application des articles R.2194-2 à 9 du Code de la Commande Publique, des modifications pourront être apportées au contrat par l'acheteur.

**Par dérogation aux articles 13, 14 et 16 du CCAG Travaux, un ordre de service introduisant un changement au contrat est obligatoire et doit être signé du représentant du pouvoir adjudicateur, qu'il s'agisse d'introduire des prix provisoires ou toute autre modification contractuelle notamment la modification des délais d'exécution ou encore l'augmentation du marché au-delà de son montant fixé à l'Acte d'Engagement (*sans ordre de service, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché*).**

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux, les prix définitifs seront obligatoirement arrêtés par acte modificatif.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de chacun des accords-cadres sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières du (ou des) lots(s) concerné(s) ;
  - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
  - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, commun à tous les lots ;
  - Le Bordereau des Prix Unitaires et/ou Forfaitaires (BPUF) du (ou des) lot(s) concerné(s) ;
  - Le SOPAE incluant le SOGED et le SOPAQ remis au titre de l'offre par le titulaire concerné ;
  - La Charte environnementale de la DTCB ;
  - Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.
- Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.*
- Les actes de sous-traitance et leurs actes modificatifs éventuels.

Au titre des pièces générales, les documents applicables sont :

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini dans le cadre du présent CCAP ;

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification de l'accord-cadre comprendra à minima l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix de chacun des lots concernés. Les autres pièces constitutives du marché listées ci-dessus qui ne seraient pas incluses dans la notification demeurent des pièces contractuelles.

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître d'ouvrage lui-même.

### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître d'ouvrage lui-même.

### 3.3 - Cotraitance

Il sera demandé à ce que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

### 3.4 - Sous-traitance

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues au Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... notifié en date du ..... ayant pour objet*

*.....*

*Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31/12/1975 modifiée relative à la sous-traitance.*

*Mes demandes de paiement seront libellées en EUROS (€) et soumises aux modalités du présent CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français."*

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG, l'acheteur notifie au titulaire et uniquement au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial de sous-traitance qui lui revient. Le titulaire sera chargé de communiquer une copie de cette notification à ses sous-traitants.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Protection des données à caractère personnel

### - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

### **- Devoir d'information et de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard du maître d'ouvrage. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer au maître d'ouvrage dans les meilleurs délais les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- À son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

### **- Devoir de réserve**

Le titulaire est tenu de maintenir confidentielles les informations qu'il aura reçues de VNF avant la notification du marché, lors de l'exécution des travaux et après la fin du marché.

Dans les installations et locaux où il est amené à intervenir, le titulaire ne peut faire aucun enregistrement, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit (textuel, graphique, photographique, magnétique, informatique, etc.) qui ne soit strictement lié à l'exécution du présent marché.

Le titulaire et VNF s'engagent chacun à ne divulguer aucune information confidentielle en provenance de l'autre partie, qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

Si des contraintes de discrétion ou de secret lui était notifiées en cours d'exécution, le titulaire ne pourrait prétendre ni à prolongation des délais d'exécution, ni à indemnités, à moins qu'il n'apporte la preuve que les obligations qui lui ont été imposées rendent l'exécution plus difficile ou plus onéreuse.

Les obligations du présent article s'appliquent aux sous-traitants, que le titulaire s'engage à les leur communiquer. En cas de manquement à ces obligations, VNF peut retirer son acceptation du sous-traitant sans que soit diminuée la responsabilité du titulaire quant à la bonne exécution du marché.

## **6 - Durée et délais d'exécution**

### **6.1 - Durée des contrats**

Les accords-cadres sont conclus pour une période d'un an à compter de leur date de notification. Ils pourront être renouvelés tacitement 3 fois 1 an, sans que leur durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. Si le maître d'ouvrage ne souhaite pas reconduire un accord-cadre, il devra le notifier au titulaire au moins 2 mois avant la fin de la période en cours. En cas de non-reconduction, le titulaire n'a le droit à aucune indemnité.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, la période de préparation et les délais d'exécution seront précisés dans chaque bon de commande (*avec une durée minimale de 15 jours*).

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, la période de préparation et les périodes d'exécution débiteront à compter de la date fixée par ordre de service.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.



Par dérogation à l'article 53.1.1 du CCAG, en cas d'ajournement des travaux, le titulaire pourra prétendre à une indemnité uniquement sous réserve de présentation de justificatifs. **Les ajournements de travaux feront l'objet d'ordre de service d'arrêt et de reprise des prestations signés du RPA.**

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al.1 et 2 du CCAG-Travaux, **le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé comme suit : 2 jours.**

Les intempéries devront avoir été constatées par le coordinateur OPC, un représentant du maître d'œuvre, un représentant du maître d'ouvrage ou par un bulletin météorologique. Si la règle ci-avant décrite n'est pas observée, les journées d'intempéries ne seront pas comptabilisées dans le décompte général du délai d'exécution.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RPA.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al.3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	Température sous abris inférieure à 5°	24 heures
Pluie	+ 40 mm	24 heures
Vent	Vitesse supérieure à 80 km/h	24 heures
Neige	200 mm	24 heures
Niveau d'eau	+40 cm par rapport au niveau normal	24 heures

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du lieu d'exécution des travaux.

**Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG, il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés.**

Pour des phénomènes inférieurs aux seuils définis, des journées d'intempéries pourront être accordées au titulaire après justification de celui-ci de l'impossibilité d'exécuter les travaux et constatation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

**Aucune journée d'intempéries ne sera comptée pour les tâches suivantes :**

- Opérations d'acheminement à pied d'œuvre des matériaux et équipements nécessaires à la réalisation des travaux quels que soient les moyens de transport ;
- Période de préparation préalable à la réalisation des travaux ;
- Travaux en dehors du chemin critique de l'opération.

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées conformément aux dispositions des pièces de l'accord-cadre.

Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) comprend également des indications précises sur les modes d'exécution des travaux et leur mise en œuvre. Par la remise de leur offre, les candidats certifient avoir pris dûment connaissance de ces documents/ mentions.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention, de la notification du bon de commande à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les ouvrages ou prestations, objets du présent marché, sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF).

Les prix du marché sont exprimés hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché et notamment :

- Des contraintes et sujétions d'exécution précisées au CCTP ;
- Des incidences de l'exploitation des ouvrages pendant les travaux ;
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués au présent CCAP.

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de chantier, en application des dispositions du présent CCAP, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

### 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juillet 2024 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule suivante :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP13a (n) / TP13a (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- **Index (n)** : valeur de l'index de référence au mois n.
- **Index (o)** : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel les travaux du bon de commande concerné sont exécutés. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. **Aucune variation provisoire ne sera effectuée.**

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics est l'**index TP13a - Index Travaux Publics - Charpente et ouvrages d'art métalliques - Base 2010.**

## 8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

### 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement.

**Le montant de l'avance est fixé à 20 % (PME ou non)** du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire dès que le montant des prestations exécutées par le titulaire (*et ses éventuels sous-traitants*) atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande concerné.

L'avance sera reprise en totalité lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande (*titulaire et éventuels sous-traitants confondus*) atteint 80 % du montant initial TTC, si et seulement si le montant de l'acompte concerné le permet.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les acomptes seront versés mensuellement.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG, l'acceptation tacite du décompte général par le pouvoir adjudicateur n'est pas possible, même au-delà de 10 jours. Au-delà de ce délai, l'absence de notification au titulaire du DG par le maître d'ouvrage autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif après mise en demeure infructueuse vis-à-vis du MOA.

Le calcul des acomptes ou factures sera effectué par le système de gestion informatique des marchés (*de type MARCO*) sur lequel le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du pouvoir adjudicateur.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail

de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du Code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779101412
- Code service : 00061
- Numéro d'engagement juridique : Sera communiqué à chaque émission de bon de commande - Respecter la casse : EJ/61/2024/000XXXX

**L'utilisation de Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission. Les factures ou demande de paiement reçues en dehors de ce portail seront systématiquement rejetées.**

Chaque facture devra faire référence au numéro du marché ainsi qu'à l'engagement juridique (EJ).

### **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'Acte d'Engagement du lot concerné.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### **10.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **11 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (*les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat*).

**L'intégralité des prestations attendues du titulaire concerné sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).**

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG, la notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai sera effectuée **par le biais du profil d'acheteur UNIQUEMENT**.

**Les bons de commande, ordres de services et tous autres actes d'exécution, sont notifiés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, via le profil acheteur, lorsque ceux-ci sont de son ressort.**

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-PI, si la décision ou l'information fait courir un délai en heures, les délais commenceront à courir dès réception de l'AR de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par le profil acheteur, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas bonne réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1heure après les dates et heure d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

**En complément des dispositions du CCAG, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution du marché.**

**Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant à l'Acte d'Engagement, le titulaire est tenu de fournir la nouvelle adresse sans délai.**

### **11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Le CCTP et ses annexes fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des essais en usine ou en laboratoire des matériaux proposés/ utilisés par le(s) titulaire(s). Ces essais seront effectués conformément au tire III du fascicule 4 du CCTG Travaux. Les aciers sont soumis aux analyses chimiques et aux essais mécaniques. Le contrôle des essais, au titre du contrôle extérieur à la maîtrise d'œuvre, est exécuté en usine ou en laboratoire par le maître d'œuvre ou son représentant.

Concernant la protection anti-corrosion, un contrôle sera effectué en atelier avant la livraison finale des éléments.

La procédure envisagée de peinture sera quant à elle, présentée et soumise à l'agrément du maître d'œuvre avant application.

## **11.2 - Implantation des ouvrages**

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

## **11.3 - Préparation et coordination des travaux**

### **11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation d'une durée minimale de 15 jours. Les délais afférents à chacune des périodes de préparation seront précisément définis au sein des bons de commande émis dans le cadre des lots de la présente consultation.

Cette période débute à compter de la date fixée par le bon de commande concerné.

**Les prestations/ opérations à effectuer dans le cadre de la période de préparation sont définies au CCTP.**

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre **10 jours au plus tard après la notification du bon de commande concerné.**

En complément de l'article 28.1 du CCAG Travaux, la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

### **11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **11.3.3 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **11.4 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles **au plus tard 15 jours après leur réception.**

La validation des notes de calcul par le maître d'œuvre constitue un préalable à la mise en fabrication des pièces nécessaires à la réalisation des travaux.

**Le titulaire devra se conformer aux prescriptions du CCTP.**

## **11.5 - Installation et organisation du chantier**

### **11.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

La rémunération de cette prestation est réputée comprise dans les prix de chacun des lots/ accords-cadres. Les installations de chantier sont maintenues durant la totalité des travaux.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux, sites et accès définis dans chacun des bons de commande. En tout état de cause, il ne pourra prétendre à une indemnisation pour aménagement d'accès.

La fourniture de l'énergie électrique nécessaire au fonctionnement du matériel du/des titulaire(s) est à la charge de ce(s) dernier(s).

### **11.5.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée par le titulaire sous le contrôle du service concerné.

**Le(s) titulaire(s) devra(ont) se conformer aux prescriptions de l'article IV.1.c du CCTP.**

### **11.5.3 - Application de réglementations spécifiques**

#### **- Accès et obligations - Contraintes particulières**

Le(s) titulaire(s) devra(ont) se conformer aux prescriptions de l'article I.3.b du CCTP de la présente opération.

#### **- Contraintes et sujétions liées à l'exploitation**

Selon leur nature, les travaux pourront avoir lieu durant les périodes de fermeture de la navigation ou pendant la période d'ouverture à la navigation. Les calendriers de travaux seront établis pour chaque bon de commande émis.

#### **- Travaux en hauteur**

Le(s) titulaire(s) est/ sont alerté(s) sur la possible réalisation de travaux en hauteur. A cet effet, il(s) est/sont invité(s) à se référer à l'article I.3.d.2 du CCTP de la présente opération.

#### **- Stockage**

Le(s) titulaire(s) veillera(ont) dans leur calendrier de travaux à réduire au minimum nécessaire le délai de stockage des pièces sur le chantier

#### **- Travaux de démolition**

Le(s) titulaire(s) concerné(s) se référeront aux dispositions de l'article IV.2.d du CCTP.

## **11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **11.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

**Le titulaire devra se conformer aux prescriptions contenues dans le CCTP de l'accord-cadre.**

Il est notamment demandé à l'entreprise de fournir un Schéma Organisationnel de la Gestion et de l'Élimination des Déchets.

### **11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

La remise en état des abords et des accès au(x) site(s), à la suite des interventions, fait partie de la prestation.

**Le titulaire devra se conformer aux prescriptions du CCTP.**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques, ainsi que les dégradations sur le domaine public fluvial.

### **11.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

**Le titulaire se référera à l'article du IV.3 "récolement" du CCTP de la présente opération.**

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant :

L'opérateur économique sera tenu de remettre au Maître d'œuvre 2 exemplaires dont un (1) reproductible du dossier de récolement des ouvrages et réseaux exécutés, une copie papier en format PDF A3.

L'entrepreneur fournit également les dessins sur supports informatiques compatible avec le logiciel AUTOCAD Version 2002, ainsi qu'une version informatique reproductible des plans Autocad et des fichiers PDF.

**En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 200,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.**

## **13 - Réception**

### **13.1 - Réception des travaux**

#### **13.1.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'ouvrage ne fixe pas la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

## **14 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

L'entrepreneur devra clore son chantier de manière efficace. L'entrepreneur sera responsable, jusqu'à l'expiration du délai de garantie, du maintien en bon état de service des voies, réseaux, clôtures et installations de toute nature, publique ou privées, affectés par ses propres travaux. Il devra de ce fait, procéder, à ses frais, à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires.



## 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## 16 - Pénalités

Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG Travaux, les pénalités quelles qu'elles soient, sont appliquées sur simple constat du retard ou du fait générateur.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20,0 % du montant du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en œuvre des modalités de discussion préalable du titulaire.

### 16.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3, lorsque le délai contractuel de la période de préparation ou d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, les pénalités suivantes :

- Pénalité journalière pour retard d'exécution, en période normale : 300 €
- Pénalité journalière pour retard d'exécution, en période critique : 1 000 €

### 16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du bon de commande concerné.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

### 16.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 100,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-production ou production incomplète des documents prévus au contrat	Journalière	200,00 €	
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité et d'hygiène	Forfaitaire	5 000,00 €	En cas d'impact sur la santé humaine et/ou de la faune présente sur le site
Repliement des installations de chantier / remise en état des lieux	Journalière	200,00 €	
Non-respect des prescriptions afférentes à la période de préparation	Journalière	150,00 €	
Non-respect des prescriptions environnementales	Forfaitaire	500,00 €	La pénalité est dû à chaque constatation indiquant une défaillance du titulaire

## 17 - Assurances

Tout titulaire (*mandataire et cotraitants inclus*) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances nécessaires.

Par dérogation aux dispositions de l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssent) **une attestation AVANT la notification du contrat et dans les délais prescrits dans les documents du marché**, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

**La notification du marché ne pourra pas être faite si ces attestations ne sont pas fournies.**

En cas de travaux sur existants, les garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurances doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

Les montants de garanties minima indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de responsabilité, et il appartient aux titulaires de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'ils considèrent encourir.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (*ou de l'un de ses sous-traitants*), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation d'un bon de commande et/ou de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Disposition applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations HT. En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail. La monnaie du compte du marché est l'euro (€). Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du Travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

## **21 - Dérogations**

- L'article 1.4 du CCAP déroge à l'article 3.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 1.7 du CCAP déroge aux articles 13, 13.5, 14 et 16 du CCAG - Travaux
- L'article 2 du CCAP déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 3.4 du CCAP déroge à l'article 3.6.1.2 du CCAG - Travaux
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 6.1 du CCAP déroge aux articles 18.1.1, 53.1.1 et 3.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 12.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge aux articles 3.1.1 et 3.2.1 du CCAG - Travaux

- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.6.2 du CCAP déroge à l'article 34.1 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1.1 du CCAP déroge aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 48 du CCAG - Travaux
- L'article 16 du CCAP déroge aux articles 19, 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG - Travaux
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux